



# A Saint-Ouen, les JO poussent un foyer dehors

Mediapart 18 mars 2021 Par Jade Lindgaard



224 personnes doivent déménager de leur logement à Saint-Ouen pour céder la place au futur village olympique. Les conditions de départ de ces travailleurs migrants sont considérées comme « *exemplaires* » par la puissance publique. Pourtant, ils vont perdre leur mode de vie collectif. Et au moins 46 personnes restent sur le carreau.



JO 2024 ?  
**SACCAGE2024!!**

@SACCAGE2024

À l'extérieur de la salle, de l'autre côté de la rue, une grande affiche s'étale sur des échafaudages : « *Pour le territoire et ses habitants, ici est construit le village olympique.* » Dimanche 28 février, ils sont une cinquantaine de résidents de ce foyer de travailleurs, aux confins de Saint-Ouen et de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), à se réunir pour discuter des conditions de leur départ.

Le jour touche à sa fin, la lumière baisse et l'électricité ne fonctionne pas dans la pièce commune. Les locataires, tous des hommes, la plupart originaires d'Afrique subsaharienne et du Maghreb, éclairent de leurs téléphones portables l'avenant à leur contrat de résidence.

Car tout le monde n'aura pas sa place dans quartier des athlètes de Paris 2024. 224 personnes doivent quitter les lieux d'ici le 5 avril, même si certains d'entre eux travaillent sur les chantiers des JO, assure leur porte-parole, Boubacar Diallo. Ils cèdent la place aux travaux d'un bâtiment de services et de bureaux construit par Eiffage et Nexity pour le futur village des athlètes.

Une fois les jeux terminés, des locaux d'activités dédiés à la formation et à l'entrepreneuriat y sont annoncés, dans un quartier labellisé « *biodiversité* », avec beaucoup de végétation, des cuisines partagées et « *des terrains de basket en toiture* ».



Réunion des résidents du foyer Adef de Saint-Ouen, 28 février 2021. (JL)



À l'intérieur d'une chambre des modulaires de la porte Montmartre, 29 février 2021. (JL)

Ce n'est pas le seul problème causé par ce déplacement. Les modulaires provisoires, tout comme les futurs logements en dur, sont conçus sur le mode de « *la résidence* » et non plus du foyer, comme la loi le requiert depuis 2013. Les chambres sont individuelles, sur le modèle de la studette étudiante. Il n'y a plus de cuisine collective ni de salle commune pour les repas.

« *On ne peut pas faire cuire de gosse marmite sur les deux petites plaques électriques. On ne cuisine pas toujours ensemble mais souvent quand même. C'est une façon aussi de s'aider, en partageant des aliments* », explique Boubacar Diallo. C'est aussi une façon pour les familles de se retrouver, alors que les uns et les autres travaillent parfois en horaires décalés et ne se croisent pas le reste de la journée.

Un seul espace de réunion est mis disposition. L'accès aux bâtiments est contrôlé par un badge électronique, réservé aux locataires en titre. « *Les résidents ne sont pas forcément contre la chambre individuelle, explique Aïssatou Mbodj-Pouye. Mais ils veulent des espaces pour recevoir les gens de passage, et avoir où se réunir si la salle commune est occupée pour la prière.* » Du côté de la Solidarité, Victoire Bernet-Forbin reconnaît : « *C'est sûr qu'il va falloir s'habituer à un autre mode de vie. Mais ils vont gagner en intimité.* »

Le déplacement des résidents du foyer Adef est suivi avec une attention soignée par les services de l'État. Sa portée symbolique en fait l'un des dossiers sensibles du futur village olympique. De toutes les personnes précaires qui habitent le 93, ce sont parmi les plus isolées et les plus invisibilisées qui voient leur vie bouleversée par le chantier. S'ils sortent perdants de l'opération, ce sera une entaille dans l'image inclusive et sociale que veulent se construire les Jeux de Paris 2024.

Ainsi Sambou Keita, 31 ans, vit au foyer Adef de Saint-Ouen depuis 2013 avec son oncle. Il assure avoir déposé une demande de chambre auprès de l'Adef il y a six mois, refusée en raison du déménagement. Il ajoute avoir effectué une demande de logement social auprès de la mairie en juin dernier. Employé dans une épicerie, il gagne 1 250 euros par mois.

« Je ne sais pas ce que je vais faire. Je ne sais pas où aller. J'ai une grand-mère mais il n'y a pas de place là-bas. » Moussa Bah était mineur isolé quand il est arrivé en France. Aujourd'hui âgé de vingt ans, il travaille en CDI dans la restauration – actuellement en chômage partiel en raison du Covid. « J'ai fait une demande à l'Adef, ils m'ont refusé. Ils disent qu'il n'y a pas de place et que les foyers sont complets. »

Il dit avoir aussi déposé un dossier auprès d'Adoma et d'Action Logement, sans retour à ce stade. Et une demande de logement social. « Franchement, ça me gêne. En tant que travailleur, tu as ton salaire, tu as ton CDI, tu paies des impôts, ça me fait mal de ne pas avoir de chambre. C'est dur. »

Selon le comité des résidents, au moins six « surnuméraires » sont titulaires d'un CDI, et trois d'un contrat à durée déterminée. « On a insisté, insisté, raconte Boubacar Diallo. L'Adef a rejeté leur prise en charge. Ils disent qu'ils n'ont pas de logement disponible alors qu'ils gèrent une quarantaine de foyers. »

De son côté, Anne Coste de Champéron assure avoir travaillé « de manière bienveillante » mais que la préfecture « a toujours été très claire » : « Cette opération s'inscrit dans les règles du droit. Les règlements des foyers interdisent d'héberger des gens sans contrat. » Elle ajoute que les surnuméraires ne sont pas logés « par philanthropie » et souvent en échange d'argent.

« Ce n'est pas de la surlocation, c'est de la famille, proteste Boubacar Diallo. Ce sont nos frères, nos fils, nos petits-fils. On ne va pas les jeter dehors ! Ils sont en règle, ils travaillent. Il y a même des Français. »

Anthropologue et spécialiste des foyers, Aïssatou Mbodj-Pouye explique qu'« à Paris en général les autorités relogent les surnuméraires. C'est dommage de ne pas avoir profité des JO pour conduire un relogement exemplaire et que les institutions n'aient pas été plus créatives ». Des étudiant-e-s en architecture avaient élaboré un autre projet de logement, plus collectif, pour les habitants du foyer.

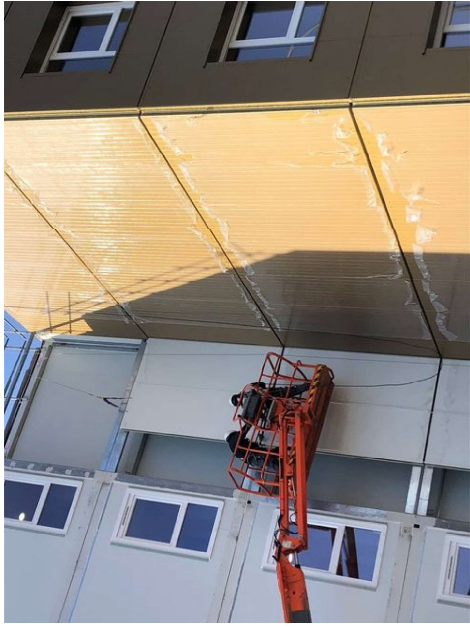
« Beaucoup ont déjà signé et sont prêts à partir, déclare un locataire. On est presque accablés. Il n'y a plus moyen de reculer. Tout ce qu'on a revendiqué, rien n'a été accepté. On nous a poussés à bout. » Pour un autre, « il faut se tenir la main, il ne faut pas baisser les bras ». Un troisième s'adresse directement au comité qui les représente dans les discussions avec la préfecture, la mairie et leur bailleur, l'Adef, un gros opérateur du logement de travailleurs migrants en Île-de-France : « Vous avez obtenu beaucoup. On était dans la merde. Si on continue à demander plus, il n'y a que trois personnes qui vont suivre. Pour moi, c'est bon, on peut y aller. »

Une partie des échanges se déroulent en sonné car tous ne sont pas assez à l'aise en français pour détailler les avancées et les blocages de la négociation. Boubacar Diallo, membre du conseil de concertation du foyer, et interlocuteur du comité de pilotage mis en place par la puissance publique pour organiser le départ des résidents, leur traduit et explique le protocole d'accord proposé par la préfecture, paragraphe par paragraphe.

Ils doivent être temporairement relogés dans des modulaires commandés spécialement par la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo), la structure publique chargée d'aménager les Jeux. Des rectangles métalliques, étincelants et bicolores pour en casser l'uniformité – encore recouverts d'un film de plastique quand Mediapart les a visités – posés sur un terrain en friche près de la porte de Montmartre à Saint-Ouen.

À l'intérieur, les chambres s'alignent le long des couloirs, identiques : un lit d'une place, une fenêtre, une armoire, un frigo, deux plaques électriques. Du logement fonctionnel, fabriqué en série. Ils ont été livrés tels quels, avec fenêtres, douches, toilettes « et même les patères de salle de bains », décrit Victoire Bernet-Forbin, directrice de la construction d'une partie du village olympique.

« C'est montable, démontable, remontable. » La Solideo les a payés 9,6 millions d'euros et espère les revendre à la fin, dans une perspective d'économie circulaire. Les résidents de l'Adef doivent y passer deux ans, avant de s'installer dans leur nouvelle résidence « définitive » – encore en projet.



Les modulaires, à la veille de l'arrivée des premiers arrivants, le 29 février 2021. (JL)

Les logements provisoires sont dotés d'un parking, d'une bagagerie et d'une salle polyvalente. Ils offrent un bon confort thermique et acoustique, grâce à l'isolation en laine de roche, assure la Solideo. Pour Isabelle Vallentin, directrice générale adjointe de la société, « deux démnagements, c'est compliqué pour les résidents. Mais on a la fierté de les accueillir dans un logement digne. Ils ont obtenu des conditions d'accueil respectables et l'assurance à terme d'avoir une résidence neuve sur Saint-Ouen ». Mais Boubacar Diallo s'inquiète : « Ce sont des logements fragiles. On nous dit qu'ils sont de qualité mais ça reste des modules. Aujourd'hui, on vit dans des bâtiments en dur, ce n'est pas comparable. »

L'actuel bâtiment est dévoré par l'humidité. Des cuvettes de toilettes sont noires de moisissures, des éviers fuient, des tuyaux sont rouillés, des seaux recueillent l'eau des lavabos, la peinture tombe en lambeaux, la pelouse du jardin est criblée de trous creusés par les rats. L'entretien a été abandonné depuis plusieurs années et les logements sont vétustes, constate l'association Appui, qui accompagne les résidents.

« On a passé tout l'hiver sans chauffage. Donc les résidents ont acheté des chauffages électriques. Ça leur coûte cher et a engendré des coupures d'électricité. Et il y a des coupures intempestives d'eau chaude. » Sollicité par Mediapart, le directeur général de l'association, Jean-Paul Vaillant, a répondu « ne pas souhaiter s'exprimer sur le sujet ».

## « Je ne sais pas ce que je vais faire. Je ne sais pas où aller »

Le foncier et le bâtiment dégradé ont été rachetés 2 millions d'euros par la Solideo, sur l'estimation des domaines, précise la structure. Une bouchée de pain au regard de ses 3,2 milliards d'euros de budget. Organisateurs des Jeux et État assurent avoir accordé tous les moyens et le temps nécessaire à cette opération sensible. Presque deux ans de discussion, un comité de pilotage multipartite a travaillé.

Un accès au logement social a été ouvert. Début mars 2020, quinze résidents avaient signé un bail en HLM, trente-cinq autres étaient susceptibles d'en bénéficier. « C'est un investissement considérable, assure Anne Coste de Champeron, la sous-préfète de la Seine-Saint-Denis. Les « remplaçants » qui habitent dans la chambre d'autres titulaires sont inscrits sur la liste des relogés en modulaire. « Les JO ont permis de bien faire ce relogement, assure la représentante de l'État. Ce foyer était en très mauvais état. Des moyens ont été mis sur cette opération et l'accompagnement des résidents a été particulièrement soigné. Cette opération devait être exemplaire. »



Un dimanche après-midi, au foyer Adef de Saint-Ouen. (JL)

Mais en compensation de ce départ forcé, les loyers ne sont que très faiblement réduits – une vingtaine d'euros en moins pour les chambres individuelles qui vont accueillir l'immense majorité des résidents. Surtout 46 personnes logées sans droits ni titres dans l'actuelle résidence se retrouvent sans solution d'hébergement.

Dans le monde des foyers de travailleurs africains, on les appelle les « surnuméraires ». La plupart d'entre eux sont en situation régulière et travaillent, selon Boubacar Diallo. Mais sans place attirée en foyer, ils couchent sur un matelas dans la chambre d'un parent.